



L'ILLUSION DÉMOCRATIQUE AU CHILI : LA FARCE DES PLÉBISCITES DE 1988 ET 2020

Nous avons choisi de traduire un extrait du texte « La démocratie est l'ordre du capital : notes contre le piège constituant » écrit par des camarades chiliens et publié sur le blog Hacia la vida. Il est écrit un an après le début de la révolte du 18 octobre 2019, une révolte massive contre la précarité des conditions de vie. Pendant plusieurs mois, des centaines de milliers de personnes se sont réunies dans la rue et se sont attaquées à toutes les institutions du capital et de l'État : pillages des supermarchés, destructions des stations de transport en commun, attaques des commissariats et affrontements avec la police, etc. Pourtant, malgré l'intensité de la lutte et les espoirs qu'elle a suscités, la proposition d'un plébiscite pour changer de constitution triomphe le 25 octobre 2020. Le texte revient sur les conséquences de la proposition d'un plébiscite, en critiquant le recours aux institutions étatiques qui empêche une quelconque perspective révolutionnaire d'aboutir comme cela avait eu lieu à la fin de la dictature de Pinochet.

En 1988, la dictature avec Pinochet à sa tête a convoqué et organisé un plébiscite pour décider par un vote entre le maintien du dictateur au pouvoir en tant que président autoproclamé jusqu'en mars 1997 (option OUI), ou la transition vers un régime politique démocratique, qui donnerait lieu à de nouvelles élections présidentielles et parlementaires l'année suivante (option NON). Et bien que depuis 1983, en pleine crise économique, les expressions de protestation et de résistance contre la dictature aient explosé, ce plébiscite n'était pas une conséquence directe de ce mouvement d'opposition, car sa réalisation faisait partie des dispositions transitoires de la Constitution de 1980¹, qui établissait la possibilité d'une transition vers une démocratie prévue par la propre dictature. Cependant, elle a servi à freiner au bon moment le caractère de massivité et de violence que le mouvement de protestation avait acquis en 1986, contribuant à un isolement successif des secteurs les plus combatifs en termes de formes de confrontation avec la dictature, alimenté par une série d'actions violentes ratées organisées par les appareils armés du stalinisme et de la gauche traditionnelle. Une tentative a été faite pour orienter l'énergie rebelle populaire qui avait été à la base des protestations vers une résolution institutionnelle, et en effet le plébiscite de 1988 a semblé pour beaucoup être un grand espoir de changement dans ces années-là, un accomplissement de la lutte entreprise.

Une grande partie de la population (y compris la classe prolétarienne), à quelques exceptions près, a fini par céder aux illusions démocratiques que le plébiscite favorisait. Le mécanisme suprême de la participation atomisée et abstraite, c'est-à-dire le vote, a réellement gagné le conflit social dans les années 80, marquant même un jalon historique en ce qui concerne le nombre d'électeurs inscrits, avec une participation élevée de 97,61%. L'option du NON l'a emporté avec 54,71%, soit 3 967 578 voix. L'idée que le dictateur a été vaincu "avec un crayon" s'est ainsi installée. L'année suivante, une réforme de la Constitution de 1980 a été soumise à un plébiscite, qui a été approuvé par près de 92% des électeurs. En décembre 1989, le démocrate-

chrétien Patricio Aylwin, participant actif au coup d'État de 1973 et qui l'a justifié, a été élu président de la République. « La joie est finalement arrivée »², et la démocratie a été "reconquise", à nouveau entre les mains des mêmes spécialistes et de leurs grands accords.

Il en va de même aujourd'hui, lorsque des secteurs qui ont participé à la révolte depuis octobre 2019, font appel à l'État pour organiser un plébiscite ; alors qu'en 1988 comme maintenant, ce ne sont que des accords qui bénéficient à la classe bourgeoise pour réoxygéner la normalité capitaliste moribonde. Si, à cette occasion, le Parti de l'Ordre³ accepte l'appel à un nouveau plébiscite en réaction à une révolte généralisée, et que celui-ci n'était donc pas prévu (ce qui pourrait être interprété de manière imprudente comme un accomplissement de la révolte), il remplit l'un des principaux objectifs qui ont également été définis il y a un peu plus de 30 ans : contenir le caractère de massivité et de combativité exprimé par la violence prolétarienne dans les rues contre les forces répressives. L'espoir placé dans le plébiscite pour une nouvelle Constitution et l'appel en général à soutenir « l'approbation⁴ » au sein du même mouvement, a entraîné un effet démobilisateur évident, réduisant de manière significative le contenu des revendications et des slogans. Cela a conduit à marginaliser des secteurs critiques en les accusant de "faire le jeu de la droite" et à revitaliser une citoyenneté et un républicanisme dépassés où voter est synonyme de participation. Cela permet également d'imputer la "situation actuelle" (le fait que Piñera soit président, selon ces "analyses" très limitées) aux prolétaires qui ne vont pas aux urnes. Le pacte de la classe capitaliste du 15 novembre 2019⁵ est conforme aux accords que le secteur modéré de l'Alliance démocratique (future Concertation des partis pour la

1 Constitution créée par le régime du dictateur Pinochet et toujours en vigueur aujourd'hui.

2 Référence à la chanson et slogan, « la alegría ya viene » (la joie arrive maintenant) utilisé en 1988 par les partisans du « non »

3 Manière de désigner la classe politique dans son ensemble au-delà des « clivages » droite/gauche

4 Vote en faveur d'une nouvelle constitution au plébiscite d'octobre 2020

5 Accord pour la mise en place d'un plébiscite, un mois après le début de la révolte commencée le 18 octobre 2019

démocratie) a signé avec la dictature, qui a donné des garanties pour la tenue du plébiscite, et les a engagées sans réserve à protéger la propriété privée et à assurer une transition ordonnée et pacifique. [...]

L'adhésion pleine d'espoir à la participation à un plébiscite d'une grande partie du mouvement qui a pris d'assaut et s'est rebellée contre la normalité capitaliste tant dans les années 1980 que dans le présent, s'explique tout à fait par ses propres limites internes. En général le contenu théorique du conflit, sa perspective de lutte qui lui donne vie, ont été laissés de côté ou piégés dans la simple critique superficielle des formes politiques (et des configurations de gouvernement), des variantes de gestion des relations capitalistes. Qu'il s'agisse d'exiger le passage d'une dictature à un régime démocratique, ou la création d'une nouvelle constitution "légitime" et le retour à un "État engagé" garantissant les droits sociaux, nulle part la racine de ce qui a conduit à leur essor n'est attaquée ; dans les années 1980 contre la gestion expressément autoritaire et répressive (au quotidien) de la restructuration capitaliste et de ses effets sur les classes sociales, et en 2019 contre la précarité de la vie. Dans les contextes des plébiscites de 1988 et 2020, la grande majorité du mouvement de protestation prolétarienne n'a pas eu de perspective qui transcende les formes politiques qui organisent la continuité du processus de valorisation mercantile. Et ceci car il n'a pas encore été identifié que le problème de fond est la totalité des rapports sociaux capitalistes et la reproduction de leur mode de vie qui nous rend malades. Nous comprenons l'immédiateté que représente un plébiscite en termes de résultats à court terme, dans la mesure où il met réellement en place un simulacre de participation qui vise à faciliter le parcours des luttes "populaires", mais nous ne pouvons pas perdre de vue et critiquer cet aspect historique et son contenu, en affirmant en même temps la nécessité d'une auto-clarification et d'un apprentissage des prolétaires en lutte dans leur ensemble, en dépassant la compréhension sociale-démocrate et bourgeoise du conflit.

Dans les années 1980, le Parti Communiste (PC) et une partie du MIR⁶ qui faisait partie du Mouvement démocratique du peuple⁷ ont fini par rejoindre la campagne pour le "NON" ; aujourd'hui, même les anarchistes ont exprimé leur intention de participer au plébiscite, en exprimant leur sympathie pour le «J'approuve». À cette époque, seules les organisations armées de gauche largement englobées dans le marxisme-léninisme (FPMR-A, MAPU-Lautaro ou les factions militaires du MIR), plus quelques militants de base sans parti, s'opposent et dénoncent le plébiscite de 1988 comme "une farce", "une fraude" ou "une tromperie du peuple", car sa victoire signifierait le passage à une "fausse démocratie", "une cartouche", qui perpétuerait le néolibéralisme. De manière générale, la gauche et aussi l'ultra-gauche «étaient très influencés par l'imaginaire démocratique (héritage du mouvement ouvrier), considérant la démocratie comme quelque chose de fondamentalement différent, comme un régime instaurant une plus grande "justice et égalité". En étant incapables de comprendre que le développement même du capitalisme au Chili a obligé le système politique à revenir à des formes démocratiques, et ayant concentré toute leur lutte sur le renversement de Pinochet et non sur une critique radicale du système capitaliste, la gauche depuis le PC jusqu'au FPMR-A⁸ ont été totalement consternés dans la nuit du 5 octobre⁹, car ils ne pensaient pas que la dictature serait obligée de reconnaître sa défaite électorale. Leur erreur a eu des résultats catastrophiques dans le cas de la FPMR-A (comme l'admet le commandant Ramiro¹⁰ lui-même), tandis que le PC s'est tourné vers la droite et a même renoncé à sa politique de "rébellion populaire". L'incompréhension de l'ultra-gauche était telle qu'il est même arrivé

6 Mouvement de gauche révolutionnaire, parti politique marxiste-léniniste créé en 1965

7 Coalition de partis politiques qui a conduit à l'élection du président Allende en 1970

8 Le PC décide en 1974 de créer une fraction armée pour lutter contre le régime pinochetiste : c'est le FPMR-A (Front populaire Manuel Rodriguez)

9 Date du vote du plébiscite de 1988 au Chili pour mettre fin au régime dictatorial

10 Guérillero et commandant du FPMR pendant la dictature et jusqu'en 1999, considéré comme un terroriste par l'État chilien, il est arrêté au Brésil en 2001 et condamné à 30 ans de prison puis extradé au Chili pour poursuivre sa peine.

qu'une poignée de groupes appellent à voter "OUI", pour "aiguiser les contradictions" ! Ainsi, dans la "lutte contre le tyran", l'objectif était d'établir une "vraie démocratie", une "démocratie complète" ou une "démocratie en vue du socialisme" (comme période de transition vers celui-ci). Cet élément a permis à la gauche et à l'ultra-gauche de converger et d'agir parfois en coordination avec le secteur modéré (ou franchement de droite) du mouvement (les chrétiens-démocrates et les "socialistes renouvelés") lors des Journées de protestation nationale, partageant l'objectif politique (ambigu) de "mettre fin à la dictature" à tout prix. Tout soupçon d'anticapitalisme (même s'il était compris simplement comme une patrie et un État populaire) a été éclipsé et subordonné à l'objectif de changement formel d'un régime dictatorial à un régime démocratique comme deux réalités essentiellement dichotomiques.

A l'heure actuelle, l'adhésion d'une majorité du mouvement de révolte au plébiscite, montre qu'il ne va pas beaucoup plus loin que l'imaginaire démocratique du changement comme dans le contexte de 1988. Le retour à la démocratie formelle en 1990 n'a pas apporté de changement structurel, mais plutôt un approfondissement des rapports sociaux capitalistes qui ont complètement marchandisé les conditions de vie du prolétariat. Ce qui était garanti, et qui a constitué un changement important par rapport à la décennie précédente, c'est la passivité générale de la population, qui a abandonné la rue et l'auto-organisation, limitant sa participation à un vote aux élections à intervalles de quelques années. Penser maintenant qu'avec l'établissement d'une nouvelle Constitution et la restauration non pas d'une démocratie, mais d'un "État engagé" qui assure les droits, il est possible de sortir des conditions extrêmes de précarité de la vie (mises à nues aussi par le phénomène du coronavirus), c'est ignorer ou ne pas vouloir constater la catastrophe sociale et écologique systémique qu'implique le mouvement global du capital, auquel s'ajoutent les propres contradictions internes du processus d'évaluation de la valeur mercantile. Insister sur l'amélioration par l'État de ce même mode de vie épuisé, typique du capitalisme, est aujourd'hui un suicide en tant qu'espèce.

Lien du texte en espagnol :

<https://hacialavida.noblogs.org/files/2020/10/lademocraciaeselordendelcapital-versi%C3%B3n-web3.pdf>